



MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL

« LES LIGNIERES »

SUR LA COMMUNE DE BAILLARGUES

AVEC LA SOCIETE « GGL AMENAGEMENT »

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - Objet	5
ARTICLE 2 - Périmètre du projet urbain partenarial	5
ARTICLE 3 - Programme des équipements publics à réaliser	6
ARTICLE 4 – Coût des équipements	6
ARTICLE 5 – Partage des coûts des équipements publics à réaliser.....	7
ARTICLE 6 - Délais de réalisation des équipements publics.....	9
ARTICLE 7 – Montant de la participation financière due par le constructeur.....	9
ARTICLE 8 - Modalités de versement.....	9
ARTICLE 9 - Transfert du Permis - Mutation.....	10
ARTICLE 10 - Exonération de la taxe d'aménagement	10
ARTICLE 11 - PFAC	10
ARTICLE 12 - Evolution de la convention	11
ARTICLE 13 – Demande de permis d'aménager.....	11
ARTICLE 14 - Litiges.....	11
ARTICLE 15 - Entrée en vigueur	11
ARTICLE 16 - Effets	11
ARTICLE 17 - Formalités de publicité.....	12
ARTICLE 18 - Election de domicile	12

En application des dispositions des articles L332-11-3 et L332-11-4 du code de l'urbanisme, la présente convention est conclue entre :

La société **GGL Aménagement** ayant son siège social au **Bâtiment Les Centuries iii, 111 places Pierre Duhem – BP 84, 34935 Montpellier Cedex 9**, immatriculée au RCS de Montpellier sous le numéro **B 422 889 469**.

Représentée par **Monsieur Jean-Roch MIRABEL** en qualité de Directeur de Programme.

La Société « **GGL Aménagement** », ou toute société se substituant,

Ci-après désigné « l'aménageur »,

Et

Montpellier Méditerranée Métropole

Représentée par Madame Chantal MARION, Vice-présidente Déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur, à la recherche et l'innovation, à la French Tech, à l'artisanat et à la planification urbaine (SCoT, PLUi) agissant en vertu de la délibération du conseil de Métropole n° en date du 22/03/2019.

Ci-après désigné « Montpellier Méditerranée Métropole »,

Préambule

Contexte

La future opération de construction est située au nord de la commune de Baillargues, au sein d'un secteur à vocation résidentiel, occupé par des habitations individuelles. Ce secteur est classé en zone 2AUb et en zone 1UDa du PLU de la commune.

Le secteur concerné, dénommé « Les Lignières », consiste en la mise en place d'un projet urbain partenarial périmétral. En effet, sur ce secteur, trois aménageurs envisagent de réaliser des opérations de logements sur une emprise foncière totale de 49 539m². Ce PUP périmétral regroupera trois opérations d'aménagement, soit trois conventions au total.

Cet aménagement d'ensemble, inséré dans le tissu urbain existant, porte sur la création de 288 logements environ qui se répartissent comme suit :

- pour la société « GGL Aménagement » : 213 logements envisagés dont 1/3 de logements sociaux,

- pour l'opérateur (non identifié à ce jour) sur l'îlot composé des parcelles AW0028p* AW0030p* AW0096p* AW0084 (* : pour partie de parcelle cadastrale) : 30 logements envisagés,
- pour l'opérateur (non identifié à ce jour) sur l'îlot composé de la parcelle AW0082 : 45 logements envisagés.

La présente convention de projet urbain partenarial concerne l'opération de la société « GGL Aménagement » sur le secteur « les Lignières ». Cependant, il est précisé que cette convention s'intègre dans un périmètre global de PUP ou sont envisagées trois opérations au total, tel que prévu à l'article L332-11-3 du code de l'urbanisme, à savoir « ...un périmètre à l'intérieur duquel les propriétaires fonciers, les aménageurs ou les constructeurs qui se livrent à des opérations d'aménagement ou de construction, participent, dans le cadre de conventions, à la prise en charge de ces mêmes équipements publics ».

La Société « GGL Aménagement », a déposé une demande de permis d'aménager sur une unité foncière de 39 860 m², constituée par les parcelles cadastrées AW0185, AW0079, AW0081, AW0086, AW0176, AW0177 et AW0178 en partie.

Le programme prévisionnel des travaux concerne l'opération d'aménagement appelé « Quartier Georges Bizet ». Ces travaux seront réalisés en deux tranches et prévoient la création de 60 lots individuels et 4 macrolots destinés à la construction de logements individuels libres et de logements sociaux.

Compte tenu de sa localisation, et du nombre de logements prévus, la réalisation de ce programme nécessite la réalisation d'aménagement VRD, indispensables pour assurer la desserte du programme.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par Chantal MARION – Vice-Présidente déléguée au développement durable et à l'aménagement du territoire - et la Société « GGL Aménagement », représentée par Jean-Roch MIRABEL futur aménageur, se sont entendues pour conclure ensemble une convention de projet urbain partenarial au sens de l'article L. 332-11-3 du Code de l'urbanisme ci-après :

« I. Dans les zones urbaines et les zones à urbaniser délimitées par les plans locaux d'urbanisme ou les documents d'urbanisme en tenant lieu, lorsqu'une ou plusieurs opérations d'aménagement ou de construction nécessitent la réalisation d'équipements autres que les équipements propres mentionnés à l'article [L. 332-15](#), une convention de projet urbain partenarial prévoyant la prise en charge financière de tout ou partie de ces équipements peut être conclue entre les propriétaires des terrains, les aménageurs, les constructeurs et :

1° Dans le périmètre d'une opération d'intérêt national au sens de l'article [L. 102-12](#), le représentant de l'Etat ;

2° Dans le périmètre d'une grande opération d'urbanisme au sens de l'article [L. 312-3](#), la collectivité territoriale ou l'établissement public cocontractant mentionné au même article L. 312-3 ;

3° Dans les autres cas, la commune ou l'établissement public compétent en matière de plan local d'urbanisme.

II. Lorsque des équipements publics ayant vocation à faire l'objet d'une première convention de projet urbain partenarial desservent des terrains autres que ceux mentionnés dans le projet de ladite convention, par décision de leur organe délibérant, la commune ou l'établissement public compétent en matière de plan local d'urbanisme, ou la collectivité territoriale ou l'établissement public cocontractant mentionné à l'article L. 312-3 dans le périmètre des grandes opérations d'urbanisme ou le représentant de l'Etat par arrêté, dans le cadre des opérations d'intérêt national, fixe les modalités de partage des coûts des équipements et délimite un périmètre à l'intérieur duquel les propriétaires fonciers, les aménageurs ou les constructeurs qui s'y livrent à des opérations d'aménagement ou de construction participent, dans le cadre de conventions, à la prise en charge de ces mêmes équipements publics, qu'ils soient encore à réaliser ou déjà réalisés, dès lors qu'ils répondent aux besoins des futurs habitants ou usagers de leurs opérations. Les conventions successivement établies peuvent viser des programmes d'équipements publics différents lorsque les opérations de construction attendues dans chaque périmètre de convention ne nécessitent pas les mêmes besoins en équipements.

Le périmètre est délimité par délibération du conseil municipal ou de l'organe délibérant de l'établissement public ou, dans le cadre des opérations d'intérêt national, par arrêté préfectoral, pour une durée maximale de quinze ans. Le périmètre est délimité par décision de l'organe délibérant de la collectivité territoriale ou de l'établissement public cocontractant mentionné au même article L. 312-3 dans le périmètre des grandes opérations d'urbanisme, pour une durée pouvant être supérieure à quinze ans sans pour autant pouvoir excéder la durée fixée par l'acte décidant de la qualification de grande opération d'urbanisme.

III. Avant la conclusion de la convention, les personnes ayant qualité pour déposer une demande de permis de construire ou d'aménager peuvent demander à la commune ou à l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme ou à la collectivité territoriale ou l'établissement public mentionné audit article L. 312-3 dans le périmètre des grandes opérations d'urbanisme ou au représentant de l'Etat dans le cadre des opérations d'intérêt national qu'ils étudient le projet d'aménagement ou de construction et que ce projet fasse l'objet d'un débat au sein de l'organe délibérant. L'autorité compétente peut faire droit à cette demande.

La demande est assortie d'un dossier comportant la délimitation du périmètre du projet d'aménagement ou de construction, la définition du projet ainsi que la liste des équipements publics à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans le périmètre.

Cette convention ne peut mettre à la charge des propriétaires fonciers, des aménageurs ou des constructeurs que le coût des équipements publics à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans le périmètre fixé par la convention ou, lorsque la capacité des équipements programmés excède ces besoins, la fraction du coût proportionnelle à ceux-ci.

La convention fixe les délais de paiement. La participation peut être acquittée sous forme de contribution financière ou d'apports de terrains bâtis ou non bâtis.

La convention peut prévoir que la contribution financière prévue à l'avant-dernier alinéa du présent III est versée directement à la personne publique assurant la maîtrise d'ouvrage des équipements publics mentionnés au troisième alinéa du présent III. »

En conséquence, il a été convenu entre les parties ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET

La présente convention vise à préciser les conditions dans lesquelles les parties mettront en œuvre un projet urbain partenarial au sens de l'article L. 332-11-3 du code de l'urbanisme.

Conformément à cette disposition, la convention précise les modalités de prise en charge financière de tout ou partie des équipements publics rendus nécessaires par le projet poursuivi par l'aménageur.

ARTICLE 2 - PERIMETRE DU PROJET URBAIN PARTENARIAL

Le périmètre d'application de la présente convention est fixé pour une durée de 15 ans. Il est délimité par le plan joint en annexe 1 à la présente convention et représente 39 860 m² dans le secteur Nord de Baillargues.

Ces limites correspondent au périmètre d'exonération de la part intercommunale de la taxe d'aménagement (TA), conformément à l'article L 332-11-4 du code de l'urbanisme. La durée d'exonération est fixée à 10 ans.

ARTICLE 3 - PROGRAMME DES EQUIPEMENTS PUBLICS A REALISER

Compte tenu de sa localisation, ce programme nécessite la réalisation :

- De travaux d'adduction et de renforcement en eau potable,
- Des travaux de renforcement du réseau d'assainissement d'eaux usées et la création d'un poste de refoulement,
- La mise en place de deux poteaux incendie et le renforcement du réseau d'eau potable afin de répondre aux normes en vigueur,
- Des travaux d'aménagement de voirie.

En sus des travaux précités, il est demandé les participations financières suivantes :

- La création de classes supplémentaires induit par l'apport de population générée par l'opération,
- Le déplacement des lignes haute tension au droit de l'opération.

Les projets de construction inclus au périmètre participeront, à hauteur des besoins générés par les futurs usagers, au coût de réalisation de ces aménagements, via la présente convention de Projet Urbain Partenarial.

ARTICLE 4 – COÛTS DES EQUIPEMENTS

Le coût total prévisionnel des équipements à réaliser, évalué en phase avant-projet, est fixé à **3 293 665 € H.T.** et se ventile comme suit :

Nbr de logts	288	PROGRAMME D'EQUIPEMENTS	Coût H.T.
		1,9 Salles de classe	919 710 €
		Participation RTE	288 000 €
		Extension adduction et renforcement eau potable (2 PI) (507€/lgmt)	146 016 €
		Compensation environnementale	640 000 €
		Participation STEP (731€/lgmt)	210 528 €
		Renforcement pompe et réseau refoulement (420€/lgmt)	120 960 €
		Voirie	592 074 €
		Renforcement ERDF	29 060 €
TOTAL GENERAL DU PROGRAMME			2 946 348 €
TOTAL GENERAL DU PROGRAMME +MOA conduite PUP (5%)			3 293 665 €

Ce coût prévisionnel prend en compte tous les frais d'études et de maîtrise d'œuvre et d'acquisitions foncières.

ARTICLE 5 – PARTAGE DES COÛTS DES EQUIPEMENTS PUBLICS A REALISER

Il est précisé que seule la part correspondant aux besoins des futurs habitants ou usagers du périmètre de conventions de PUP sera mis à la charge de l'aménageur, soit un montant prévisionnel de **1 965 832 € H.T.**

La participation financière demandée pour les postes suivants a été calculées sur la base d'un ratio appliqué au nombre de logement prévus dans l'opération.

- Des travaux d'adduction et de renforcement en eau potable,
- Des travaux de renforcement du réseau d'assainissement d'eau usées et création d'un poste de refoulement,
- La mise en place de deux poteaux incendie et le renforcement du réseau d'eau potable afin de répondre aux normes en vigueur,
- La création de classes supplémentaires induit par l'apport de population générée par l'opération,
- Le déplacement des lignes à haute tension au droit de l'opération.
- Les compensations environnementales issues de l'arrêté du CNPN.

Le montant des travaux d'aménagement de voirie et d'espace public dans le périmètre du PUP a été réparti entre les trois opérateurs puisque ces travaux répondent aux besoins générés par ces opérations. La répartition financière a été calculée sur la base de la surface de l'assiette foncière de l'opération pour une totale équité. Par conséquent, 61% du montant de ces travaux a été mis à la charge de la société GGL.

Et enfin le renforcement du réseau électrique ENEDIS a été mis à la charge de la société GGL à 100% car il répond exclusivement aux besoins de l'opération.

La répartition des coûts est donc la suivante :

Nbr de logts	288	PROGRAMME D'EQUIPEMENTS	Coût H.T.	A LA CHARGE DE GGL Aménagement (213 lgts)		Autre opérateur les parcelles AW0028p* AW0030p* AW0096p* AW0084 (30 lgts estimés) *: pour partie de parcelle cadastrale		Autre opérateur sur la parcelle AW0082 (45 lgts estimés)		A LA CHARGE DE LA COMMUNE		A LA CHARGE DE MMM	
		1,9 Salles de classe	919 710 €	213	612 182 €	30	86 223 €	45	129 334 €	10%	91 971 €		
		Participation RTE	288 000 €	213	213 000 €	30	30 000 €	45	45 000 €				
		Extension adduction et renforcement eau potable (2 Pl) (507€/lgmt)	146 016 €	507 €	107 991 €	507 €	15 210 €	507 €	22 815 €				
		Compensation environnementale	640 000 €	71%	452 480 €	13%	85 120 €	0%	0 €	16%	102 400 €		
		Participation STEP (731€/lgmt)	210 528 €	731 €	155 703 €	731 €	21 930 €	731 €	32 895 €				
		Renforcement pompe et réseau refoulement (420€/lgmt)	120 960 €	420 €	89 460 €	420 €	12 600 €	420 €	18 900 €				
		Voirie	592 074 €	54%	317 580 €	8%	47 049 €	5%	27 445 €			34%	200 000 €
		Renforcement ERDF	29 060 €	60%	17 436 €		0 €		0 €				
TOTAL GENERAL DU PROGRAMME			2 946 348 €		1 965 832 €		298 132 €		276 389 €		194 371 €		200 000 €
TOTAL GENERAL DU PROGRAMME +MOA conduite PUP (5%)			3 293 665 €		1 965 832 €		298 132 €		276 389 €		194 371 €		347 317 €

Seul le montant HT de l'opération sera mis partiellement à la charge de l'aménageur, la TVA applicable étant récupérée ultérieurement par la commune de Baillargues.

Pour rappel, les équipements existants déjà entièrement financés et les équipements propres à l'opération d'aménagement définis à l'article L.332-15 du code de l'urbanisme ne peuvent être inclus dans les équipements à financer au titre de la présente convention.

ARTICLE 6 - DELAIS DE REALISATION DES EQUIPEMENTS PUBLICS

Les travaux de réalisation des équipements publics mentionnés à l'article 3 seront lancés par Montpellier Méditerranée Métropole une fois que le permis d'aménager, mentionné en préambule, de la société « GGL Aménagement » sera purgé de recours (délai de recours administratif de 3 mois) et que le premier versement mentionné à l'article 8 sera réalisé. Les travaux seront réalisés, à partir de ce premier versement, dans un délai maximum de 18 mois.

Si les équipements publics définis à l'article 3 n'étaient pas achevés dans les délais ci-dessus, les sommes représentatives du coût des travaux non réalisés seraient alors restituées au constructeur sans préjudice d'éventuelles indemnités fixées par les juridictions compétentes.

ARTICLE 7 – MONTANT DE LA PARTICIPATION FINANCIERE DUE PAR LE CONSTRUCTEUR

La société « GGL Aménagement » s'engage, dans le cadre de la mise en œuvre des autorisations administratives nécessaires à la bonne réalisation de l'opération, à verser la fraction du coût des équipements publics nécessaires aux besoins des futurs usagers des constructions à édifier dans le périmètre défini à l'article 2 de la présente convention, fraction telle que prévue à l'article 6.

Le montant de la participation totale à la charge de la société « GGL Aménagement » s'élève par conséquent au montant prévisionnel **1 965 832 € H.T.**

Les parties conviennent que ce montant pourra être ajusté à la hausse comme à la baisse en fonction du coût effectif des équipements à réaliser dans la limite de 5% du coût total prévisionnel (cf. art 4 de la présente).

Au-delà de 5%, il pourra être procédé à un ajustement du montant de la participation par voie d'avenant (cf. article 12 de la présente).

Modalités de réajustement éventuel du coût total de réalisation des travaux :

- À partir de la date de purge du recours des tiers à l'encontre du permis d'aménager, délivré à Baillargues et préalablement au démarrage des travaux, une estimation du coût de réalisation des travaux sera réalisée lors d'une réunion de coordination,
- À l'issue de la réception des travaux de voirie et réseaux divers, une éventuelle actualisation des coûts sera réalisée par la Métropole,

Enfin, si pour quelque cause que ce soit, l'opération objet du permis d'aménager était abandonnée par la société « GGL Aménagement », sa participation sur les sommes déjà engagées par la Métropole, en fonction des pourcentages fixés à l'article 5, serait due.

ARTICLE 8 - MODALITES DE VERSEMENT

La société « GGL Aménagement » procédera au paiement de la participation financière, visée à l'article 7, selon les modalités suivantes :

- Contribution foncière : pas d'objet.
- Contribution numéraire :

Le paiement de la participation financière arrêtée à l'article 7 interviendra en 3 versements :

- 40 % de la somme due, **à la déclaration d'ouverture de chantier** de l'opération de construction. Il est à noter que la totalité de la somme correspondant aux compensations environnementales devra être perçue impérativement au cours de l'année 2019 et reversé à la commune avant la fin de ladite année.
- 40 % de la somme, neuf mois après la déclaration d'ouverture de chantier.
- Le solde à la livraison des équipements publics de VRD, après levée des réserves, et selon ajustement au coût réel, conformément à l'article 12.

Chacun des versements sera précédé d'un titre de recettes émis par la Métropole dans un délai minimum de 1 mois précédant l'échéance fixée.

Conformément aux dispositions de l'article L.332-29 du code de l'urbanisme, la participation financière convenue par la présente convention fera l'objet d'une inscription sur le registre des taxes et contributions d'urbanisme mis à la disposition du public en mairie de Baillargues.

La Société « GGL Aménagement » aura l'obligation de communiquer expressément copie de la Déclaration d'ouverture de chantier (D.O.C) déposé en Mairie, à Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 9 - TRANSFERT DU PERMIS - MUTATION

Dès lors que le terrain ci-avant désigné et les constructions s'y trouvant seraient pour tout ou partie vendus, ou qu'ils feraient l'objet de contrats conférant des droits réels à un tiers, ou encore en cas de transfert de permis de d'aménager, les obligations résultant de la présente convention seront transférées de plein droit aux bénéficiaires de ces ventes ou transferts. Le constructeur s'engage à faire insérer dans les actes afférents, l'obligation pour son acquéreur ou tout autre tiers détenteur des droits réels d'exécuter et de transmettre aux acquéreurs successifs, les obligations résultant de la présente convention de participation auxquelles il n'aurait pas été satisfait.

Le constructeur sera tenu solidairement avec ses successeurs du paiement des fractions de participation non encore effectuées à la date de l'acte de vente ou de tout autre acte conférant une partie des droits réels ou encore à la date de transfert du permis d'aménager.

ARTICLE 10 - EXONERATION DE LA TAXE D'AMENAGEMENT

Conformément à l'article L. 332-11-4 du Code de l'urbanisme, la durée d'exonération de la part intercommunale de la taxe d'aménagement est de 10 ans à compter de l'exécution des formalités d'affichage rappelée à l'article 17 ci-après ; la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où celui-ci est effectué.

ARTICLE 11 - PFAC

Il est précisé que le Projet Urbain Partenarial, objet de la présente convention, prévoit des travaux d'assainissement

Le Projet Urbain Partenarial, objet de la présente convention, prévoit une participation du au financement des travaux d'assainissement.

En vertu du principe de non-cumul des participations ayant le même objet, le projet est exonéré de PFAC.

ARTICLE 12 - EVOLUTION DE LA CONVENTION

Toutes modifications éventuelles des modalités d'exécution de la convention de projet urbain partenarial doivent faire l'objet d'avenants à la présente convention.

Ces avenants, approuvés par les parties à la convention, devront être signés par Madame La vice-Présidente Chantal MARION, dûment autorisé par délibération du Conseil de Métropole.

Tel sera notamment le cas des modifications portant sur la programmation des équipements publics, le calendrier de réalisation des équipements publics, l'échéancier de paiement des participations par l'aménageur GGL Aménagement.

Conformément à l'article 7 de la présente convention, les parties conviennent que :

- Le montant de la participation pourra être ajusté à la hausse comme à la baisse en fonction du coût effectif des équipements à réaliser dans la limite de 5% du coût total prévisionnel (cf. art 4 de la présente).
- Au-delà de 5%, il pourra être procédé à un réajustement du montant de la participation par voie d'avenant ou à une révision qualitative du programme des équipements publics non réalisés.

Les modalités de réajustement éventuel du coût total de réalisation des travaux sont définies à l'article 7 de la présente convention.

ARTICLE 13 – DEMANDE DE PERMIS D'AMENAGER

Conformément à l'article R. 431-23-2 du code de l'urbanisme, l'aménageur insérera dans toute demande de permis d'aménager sur le périmètre du PUP un extrait de la convention précisant le lieu du projet urbain partenarial et la durée d'exonération de la taxe d'aménagement.

ARTICLE 14 - LITIGES

Tout litige résultant de l'application de la présente convention de participation et ses suites sera du ressort du tribunal administratif de Montpellier.

Sans préjudice des recours ouverts par l'article L. 332-30 du Code de l'urbanisme, toute réclamation contentieuse devra avoir été précédée à peine d'irrecevabilité d'une réclamation gracieuse adressée à Montpellier Méditerranée Métropole dans un délai de deux mois à compter de la réception par le Constructeur de la notification de l'ajustement.

ARTICLE 15 - ENTREE EN VIGUEUR

La présente convention sera exécutoire à compter de l'affichage de la mention de sa signature à Montpellier Méditerranée Métropole.

La présente convention sera toutefois déclarée caduque, sans versement d'indemnités si pour quelques causes que ce soit, n'est pas réalisée l'acquisition de l'ensemble du terrain nécessaire à l'opération globale.

ARTICLE 16 - EFFETS

La signature de la présente convention ne préjuge pas des délais d'instruction de la demande de permis d'aménager déposée par l'aménageur, ni de la décision qui sera prise à l'issue de cette instruction.

Si par impossible une stipulation quelconque de la présente convention était entachée d'illégalité, la constatation de ladite illégalité n'emporterait pas, sauf indivisibilité, la nullité du surplus.

ARTICLE 17 - FORMALITES DE PUBLICITE

Conformément aux articles R332-25-1 et R332-25-2 du Code de l'urbanisme, la convention, accompagnée du document graphique faisant apparaître le périmètre concerné sera tenue à la disposition du public de manière concomitante, au siège de Montpellier Méditerranée Métropole et en mairie de Baillargues. Par ailleurs, une mention de la signature de la convention ainsi que du lieu où le document peut être consulté sera affichée pendant un mois de manière concomitante également, au siège de Montpellier Méditerranée Métropole et en mairie de Baillargues. Une même mention sera en outre publiée au recueil des actes administratifs de la Montpellier Méditerranée Métropole mentionné au R 5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 18 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente convention de participation, les parties intervenantes font élection de domicile :

- pour la Métropole, en son siège
- pour l'aménageur « **GGL Aménagement** », en son siège social

Fait à Montpellier, le

En 3 exemplaires originaux

Pour Montpellier Méditerranée Métropole,

Pour la société

« **GGL Aménagement** »

Madame la Vice-Présidente déléguée

Représentée par Monsieur

au développement économique,

Jean-Roch MIRABEL

à l'enseignement supérieur, à la recherche et l'innovation,

à la French Tech, à l'artisanat, et à la planification urbaine,

Chantal MARION

